Kenya

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel atteint environ 5,9 % en 2018 contre 4,9 % en 2017, grâce aux conditions météorologiques favorables, à l'atténuation des incertitudes politiques, à l'amélioration de la confiance des entreprises et à la vigueur de la consommation privée. Concernant l'offre, les services représentent 52,5 % de la croissance, l'agriculture 23,8 % et l'industrie 23,7 %. Concernant la demande, la consommation privée en est le principal moteur. Le ratio entre la dette publique, dont la moitié est externe, a considérablement augmenté depuis 2013 pour atteindre 57 % à la fin juin 2018. La part des prêts de sources non concessionnelles a augmenté, en partie du fait de l'émission d'euro-obligations de 2 milliards USD en février 2018. Une analyse de viabilité de la dette par le FMI en octobre 2018 élevait le risque de surendettement à « modéré ».

En 2018, le déficit budgétaire est d'environ – 6,7 % du PIB grâce à une politique budgétaire plus restrictive, avec des dépenses publiques de 23,9 % contre 28,0 % en 2017, et, en juillet 2018, les taux d'intérêt sont fixés à 9 % contre 9,5 % en mai. Cependant, les taux d'intérêt plafonnés découragent l'épargne, réduisent l'accès au crédit du secteur privé (particulièrement des PME) et entravent la concurrence du secteur bancaire, en diminuant notamment la rentabilité des petites banques. Le taux de change est plus stable en 2018 qu'en 2017. Le déficit de la balance courante passe de –6,7 % en 2017 à –5,8 % en 2018, grâce à une amélioration de la balance commerciale résultant d'une augmentation des exportations manufacturières. Les réserves officielles brutes atteignent 8,5 milliards USD (5,6 mois d'importations) en septembre 2018, une augmentation de 7 % par rapport à 2017.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

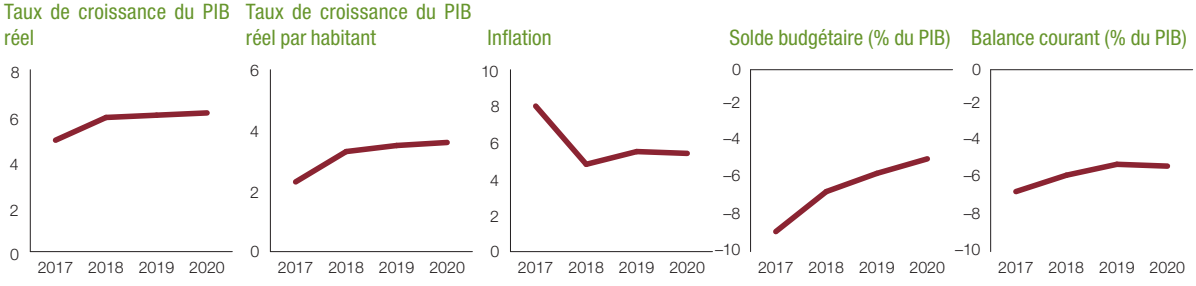
La croissance du PIB réel atteindra 6,0 % en 2019 et 6,1 % en 2020, grâce à l'amélioration de la confiance des entreprises et la stabilité macroéconomique continue, et grâce au tourisme et au renforcement de l'économie mondiale.

La poursuite de la consolidation budgétaire réduira le déficit et stabilisera la dette publique par l'augmentation des recettes, la rationalisation des dépenses par une budgétisation zéro, et la réduction du coût de la dette par la diversification des sources de financement. La politique monétaire prudente maintiendra l'inflation à 5,5 % en 2019 et 5,4 % en 2020. Le Kenya bénéficie également d'un nouvel élan politique (notamment par la constitution et la décentralisation des pouvoirs en 2010), d'un emplacement géographique stratégique à accès maritime, d'opportunités pour les investisseurs privés, de la découverte de pétrole, de gaz et de charbon et d'autres explorations minières.

L'incapacité de rendre la consolidation budgétaire favorable à la croissance et de trouver un financement abordable de crédit du déficit budgétaire dans le contexte de ralentissement économique mondial, représentent des risques importants. Stimuler la mobilisation des ressources nationales et accroître l'efficacité des dépenses publiques pour limiter les emprunts publics est essentiel.

Le Kenya reste confronté à plusieurs défis : l'inadéquation des infrastructures, l'inégalité des revenus et la pauvreté élevée exacerbée par le taux de chômage important, variant selon les régions et les groupes sociaux (comme les jeunes). Il est également exposé liés à des chocs externes au changement climatique, et à l'insécurité. Même si le taux d'extrême pauvreté (à moins de 1,90 USD par jour) de 46 % de la population en 2006 a diminué à 36 % en 2016, la trajectoire de sortie de la pauvreté est insuffisante pour l'éradiquer d'ici 2030.

Le plan économique du Kenya de 2017, Big Four (B4), est axé sur la production industrielle, le logement abordable, la couverture maladie universelle et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il vise à renforcer la transformation structurelle, à relever d'importants défis sociaux et économiques et à accélérer la croissance économique – au moins 7 % par an – afin de réduire rapidement la pauvreté et créer des emplois décents.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.